



## Décision individuelle N° 2022-293

**Pétitionnaire** : Commune de Saint-Dalmas-le-Selvage

**Adresse** : Mairie – 06660 Saint-Dalmas-le-Selvage

**Nature de la demande** : travaux en cœur de Parc national (nécessaires à des opérations de restauration, de conservation(...) d'éléments du patrimoine historique ou culturel)

**Intitulé du projet** : Reconstruction d'un mur de soutènement d'une voirie communale avec rectification de trajectoire et reprise du caniveau en terre

**Localisation** : hameau de Bousieyas - parcelle n°664 section B - Saint-Dalmas-le-Selvage

### La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-4-1, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13, 14, 18 et 20 d'application de la réglementation dans le cœur, ainsi que son annexe 5,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de Parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 29 mai 2022,

**Considérant** la demande formulée en date du 11 avril 2022 par la commune de de Saint-Dalmas-le-Selvage, représentée par son maire en exercice M. Jean-Pierre ISSAUTIER,

**Considérant** que le projet consiste en la reconstruction d'un mur de soutènement avec fondation enterrée en béton, maçonnerie béton des pierres pour le corps du mur et habillage de surface par pierres « à joints secs »,

**Considérant** que l'utilisation de ces techniques ne feraient que contribuer à l'état « déstructuré » du caractère des murets et à la banalisation des éléments du bâti constitutif de ce hameau et qu'à engendrer, à terme, une forte incidence sur le paysage et le caractère du hameau,

**Considérant** qu'au sein du hameau de Bousieyas, il existe un grand nombre de murets de soutènement en pierres sèches qui bordent la route,

**Considérant** la nécessité d'utiliser une technique traditionnelle de construction en pierres sèches afin d'améliorer la cohérence architecturale de ce hameau,

**Considérant** que les modalités de travaux prévues doivent être modifiées afin de trouver un bon compromis entre les intérêts patrimoniaux – matériaux, techniques, précautions environnementales – et les nécessités d'adaptation aux contraintes des lieux,

**Considérant** la nécessité de rappeler les modalités de mise en œuvre indispensables pour garantir ce compromis et la compatibilité des travaux avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur,

## **DÉCIDE**

### **Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande**

La commune de Saint-Dalmas-le-Selvage, représentée par son maire en exercice M. Jean-Pierre Issautier, est autorisée à réaliser des travaux dans le cœur du Parc national du Mercantour, au hameau de Bousieyas, parcelle n°664 section B sur la commune de Saint-Dalmas-le-Selvage.

Les travaux ont pour objet la reconstruction d'un mur de soutènement de voirie communale avec rectification de trajectoire sur environ 7 ml (suppression du décroché initial, reconstruction dans l'alignement des deux portions de murs) et la reprise du caniveau en terre sur la voie communale, sur environ 20 ml.

### **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- Prescriptions relatives à l'ouvrage de soutènement

2.1. Le démontage du mur pré-existant sera réalisé manuellement pour limiter tout risque d'écrasement de la petite faune rupicole.

2.2. La reconstruction du mur sera réalisée selon la technique de la maçonnerie à pierres sèches et crues, à partir des matériaux issus de la déconstruction du mur pré-existant. Aucun mortier liant n'est autorisé.

2.3. En cas de pénurie de pierres, les pierres complémentaires seront exclusivement de même nature géologique que celles constitutives du mur pré-existant ; leur appareillage sera réalisé sans modification de leurs dimensions ou de leur forme de manière à respecter un aspect traditionnel et irrégulier.

2.4. Le positionnement des pierres soigneusement jointif devra garantir leur tenue dans le temps.

- Prescriptions liées à la tranchée drainante

2.5. Les matériaux drainants seront constitués de graviers exclusivement non calcaires et non plastiques.

2.6. Le géotextile sera rabattu de sorte à ne pas rester visible dans le caniveau existant.

- Prescriptions relatives à l'organisation et au déroulement général du chantier

2.7. Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux.

2.8. A l'issue des travaux, les éventuels déchets et résidus devront être collectés et évacués en-dehors du cœur vers les installations de traitement autorisées.

2.9. Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement :

Contacts service territorial :

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.93.02.42.27

2.10. Pendant toute la durée des travaux, un dispositif succinct d'information du public sera mis en place aux abords du chantier afin de les informer de la mise en œuvre des travaux. Ces dispositifs seront posés dès la phase d'installation du chantier et déposés par le pétitionnaire en fin de chantier.

2.11. Les dispositifs d'information ainsi que leur support ou système de fixation devront être entièrement amovibles.

Ces dispositifs devront présenter les autorisations administratives reçues en matière de travaux et circulation. Ils devront être intégralement retirés lors de la réception des travaux.

### **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de sa notification au bénéficiaire et pour une durée d'un an.

### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

### **Article 7 : Responsabilité**

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

### **Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 11 août 2022

La directrice-adjoint  
du Parc national du Mercantour

  
**Sandrine GRANDFILS**

Copie :

- service territorial Tinée
- CGP

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.